

PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE
INTERNATIONALE

SÉRIE A — N° 11

Le 10 octobre 1927

RECUEIL DES ARRÊTS

AFFAIRE DES CONCESSIONS
MAVRommatis A JÉRUSALEM
(RÉADAPTATION)

(COMPÉTENCE)

PUBLICATIONS OF THE PERMANENT COURT
OF INTERNATIONAL JUSTICE.

SERIES A.—No. 11

October 10th, 1927

COLLECTION OF JUDGMENTS

CASE OF THE READAPTATION
OF THE MAVROMMatis
JERUSALEM CONCESSIONS

(JURISDICTION)

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF
1927



LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY
1927

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1927.
Le 10 octobre.
Dossier E. c. XII.
Rôle XII: 4.

DOUZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
BEICHMANN,
NEGULESCO,
M. CALOYANNI, *Juge national.*

ARRÊT N° 10

AFFAIRE DES CONCESSIONS MAVROMMATIS
A JÉRUSALEM (RÉADAPTATION)
(COMPÉTENCE)

Entre le Gouvernement de la République hellénique, représenté
par Son Excellence Monsieur Papas, ministre de Grèce à La Haye,

Demandeur,

et le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-
Bretagne (en sa qualité de Mandataire pour la Palestine), représenté
par M. A. J. Harding, C.B.E., du Colonial Office,

Défendeur,

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

TWELFTH (ORDINARY) SESSION.

1927.
October 10th.
File E. c. XII.
Docket XII: 4.

Before:

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
BEICHMANN,
NEGULESCO,
M. CALOYANNI, *National Judge.*

Judges,

JUDGMENT No. 10.

CASE OF THE READAPTATION OF THE
MAVRommatis JERUSALEM CONCESSIONS
(JURISDICTION).

The Government of the Greek Republic, represented by His Excellency Monsieur Papas, Greek Minister at The Hague,

Applicant,

versus

The Government of His Britannic Majesty in Great Britain (in its capacity as Mandatory for Palestine), represented by Mr. A. J. Harding, C.B.E., of the Colonial Office,

Respondent,

LA COUR,

composée ainsi qu'il est dit ci-dessus,
après avoir entendu les Parties en leurs observations et conclusions,
a rendu l'arrêt suivant :

Par Requête introductory d'instance, déposée au Greffe de la Cour le 28 mai 1927, en conformité de l'article 40 du Statut et de l'article 35 du Règlement, le Gouvernement de la République hellénique a introduit devant la Cour permanente de Justice internationale une instance concernant la réadaptation des concessions accordées au ressortissant hellénique Mavrommatis en vertu de conventions signées entre lui et la Ville de Jérusalem le 27 janvier 1914 et relatives à certains travaux devant être exécutés à Jérusalem, concessions que la Cour, par son Arrêt n° 5, avait reconnues comme valables et comme tombant sous l'application de l'article 4 (et non de l'article 6) du Protocole signé à Lausanne le 23 juillet 1923, et relatif à certaines concessions accordées dans l'Empire ottoman (désigné ci-après sous le nom de Protocole de Lausanne).

La Requête conclut à ce qu'il plaise à la Cour de dire et juger :

« Qu'en retardant, au mépris des engagements du Haut-Commissaire de Palestine, jusqu'au mois de décembre 1926, l'approbation, qui aurait dû être faite au mois d'août, des plans déposés par M. Mavrommatis le 5 mai précédent, et en empêchant par là la mise à exécution des contrats de concessions, conclus le 25 février 1926, pour remplacer ceux de 1914, dont, par son Arrêt n° 5, la Cour a reconnu la validité et prescrit, conformément au Protocole de Lausanne, la réadaptation, le Gouvernement britannique ne s'est pas conformé audit arrêt et, par conséquent, a violé, en qualité de Mandataire pour la Palestine, ses obligations internationales au sens de l'article 11 du Mandat, tel qu'il a été interprété par la Cour ;

« Que les retards susvisés et l'hostilité manifestée à son endroit par certaines autorités britanniques, en mettant M. Mavrommatis dans l'impossibilité matérielle et morale d'obtenir les concours financiers indispensables pour la formation de la société d'exploitation qu'il s'était engagé à constituer avant le 25 février 1927, lui ont causé un préjudice irréparable dont la responsabilité pèse entièrement sur le Gouvernement britannique ;

THE COURT,

composed as above,

having heard the observations and conclusions of the Parties,

delivers the following judgment :

The Government of the Greek Republic, by an Application instituting proceedings filed with the Registry of the Court on May 28th, 1927, in conformity with Article 40 of the Statute and Article 35 of the Rules of Court, has submitted to the Permanent Court of International Justice a suit concerning the readaptation of the concessions granted to M. Mavrommatis, a Greek national, under agreements signed between him and the City of Jerusalem on January 27th, 1914, respecting certain works to be carried out at Jerusalem, which concessions the Court had, by Judgment No. 5, recognized as valid and as falling under the terms of Article 4 (and not of Article 6) of the Protocol signed at Lausanne on July 23rd, 1923, relating to certain concessions granted in the Ottoman Empire (hereinafter referred to as the Protocol of Lausanne).

In the Application it is submitted :

"That by delaying, regardless of the undertakings of the High Commissioner for Palestine, until the month of December, 1926, the approval, which should have been given in August, of the plans deposited by M. Mavrommatis on the preceding May 5th, and by thus preventing the putting into execution of the concessionary contracts concluded on February 25th, 1926, in substitution for those of 1914 (the validity of which the Court recognized by Judgment No. 5 and the readaptation of which in accordance with the Protocol of Lausanne it prescribed), the British Government has not complied with the terms of the Court's judgment and consequently, in its capacity as Mandatory for Palestine, has violated its international obligations within the meaning of Article 11 of the Mandate, as this article has been construed by the Court ;

"That the delays above mentioned and the hostility displayed towards him by certain British authorities, by rendering it materially and morally impossible for M. Mavrommatis to obtain the financial assistance indispensable for the formation of the company for the operation of his concessions, which he had undertaken to form before February 25th, 1927, have done him irreparable injury the responsibility for which rests entirely on the British Government ;

« Que le Gouvernement britannique est, dès lors, tenu à la réparation adéquate de ce préjudice, évalué à la date d'aujourd'hui à une somme globale de £217.000, plus les intérêts à 6 % l'an à compter du dépôt de la présente Requête jusqu'au jour du paiement. »

Dans le Mémoire qu'il a présenté à la Cour, le 4 juin 1927, le demandeur a libellé ses conclusions comme suit :

« 1) Qu'en retardant, au mépris des engagements du Haut-Commissaire de Palestine, jusqu'au mois de décembre 1926 l'approbation, qui aurait dû être faite au mois d'août, des plans déposés par M. Mavrommatis le 5 mai précédent, et en empêchant par là la mise à exécution des contrats de concessions conclus le 25 février 1926, le Gouvernement britannique ne s'est pas conformé, en qualité de Mandataire pour la Palestine, à ses obligations internationales au sens de l'article 11 du Mandat ;

« 2) Que, par suite de ces retards et de l'hostilité manifestée à son égard par certaines autorités britanniques — retards et hostilité dus à l'opposition de M. Rutenberg —, M. Mavrommatis a été mis dans l'impossibilité matérielle et morale d'obtenir le financement de ses concessions, et qu'il a subi dès lors un préjudice injuste pour la réparation duquel le Gouvernement britannique doit lui payer une indemnité ;

« 3) Qu'en tenant compte de tous les éléments du préjudice souffert par M. Mavrommatis, il lui sera alloué une juste et équitable indemnité en lui adjugeant une somme de £217.000, augmentée des intérêts à 6 % à compter du dépôt de la Requête jusqu'au jour du paiement. »

Ces conclusions n'ont pas subi de modifications au cours de la procédure orale.

La Requête introductory d'instance ayant été, aux termes de l'article 40 du Statut, communiquée au Gouvernement britannique à la date du 28 mai 1927, ce Gouvernement déposa au Greffe de la Cour, le 9 août 1927, conformément aux articles 34 et 38 du Statut, et après avoir pu prendre connaissance, à partir du 7 juin 1927, du Mémoire hellénique en l'affaire, une Exception préliminaire d'incompétence, par laquelle il « priaît la Cour de débouter, faute de compétence, le Gouvernement hellénique de sa Requête ».

Aux termes de l'article 38 du Règlement, le Gouvernement hellénique fut invité à présenter, pour le 26 août 1927, un exposé écrit

"That the British Government is, consequently, bound to make adequate reparation for this injury, which is estimated on this date at a total sum of £217,000, with interest at 6% per annum from the date of filing of this Application until the date of payment."

In the Case filed with the Court on June 4th, 1927, the Applicant formulates his submissions as follows:

"(1) That by delaying, regardless of the undertakings of the High Commissioner for Palestine, until the month of December, 1926, the approval, which should have been given in August, of the plans deposited by M. Mavrommatis on the preceding May 5th, and by thus preventing the putting into execution of the concessionary contracts concluded on February 25th, 1926, the British Government, in its capacity as Mandatory for Palestine, has not complied with its international obligations under Article 11 of the Mandate;

"(2) That by these delays and by the hostility displayed towards him by certain British authorities—which delays and hostility were due to Mr. Rutenberg's opposition—it was rendered materially and morally impossible for M. Mavrommatis to obtain the financing of his concessions and that he has thus unjustly suffered damage, for the reparation of which the British Government must pay him compensation;

"(3) That having regard to the whole of the damage sustained by M. Mavrommatis, he should be awarded just and equitable compensation, namely, the sum of £217,000, together with interest at 6% from the filing of the Application until the date of payment."

These submissions have not been amended in the course of the oral proceedings.

The Application instituting proceedings was, in accordance with Article 40 of the Statute, communicated to the British Government on May 28th, 1927. On August 9th, 1927, that Government, which as from June 7th, 1927, had had at its disposal the Greek Case in the suit, filed with the Registry of the Court, in conformity with Articles 34 and 38 of the Statute, a Preliminary Objection to the Court's jurisdiction, in which it submitted that the Court had no jurisdiction and "asked the Court to dismiss the claim of the Greek Government upon this ground".

Under Article 38 of the Rules of Court, the Greek Government was invited to submit by August 26th, 1927, a written

contenant ses observations et conclusions relativement à l'exception d'incompétence soulevée par le Gouvernement britannique. Dans la réponse à ladite exception qu'il déposa en conséquence, le Gouvernement hellénique, « convaincu que la thèse du Gouvernement britannique est de tous points inadmissible », demande à la Cour de « déclarer l'exception d'incompétence mal fondée », de « la rejeter », et de « retenir l'affaire pour statuer au fond ».

La suite de la procédure devant, aux termes de l'article 38 du Règlement, être orale, la Cour a entendu, dans ses audiences publiques tenues les 8, 9 et 10 septembre 1927, sir Douglas Hogg, H. B. M. Attorney-General, et les conseils du Gouvernement hellénique, M. le professeur Gidel et M. Purchase, en leurs plaidoiries et réplique ; l'agent du Gouvernement hellénique a renoncé à faire usage du droit de présenter une duplique orale.

POINT DE FAIT.

La Cour a eu à statuer antérieurement à deux reprises sur des questions touchant les concessions pour la fourniture d'eau et d'électricité à Jérusalem, octroyées, en janvier 1914, à M. Mavrommatis par les autorités ottomanes, savoir, dans ses Arrêts n° 2, du 30 août 1924, et n° 5, du 26 mars 1925. Par le premier de ces arrêts, elle s'est déclarée compétente pour connaître d'une instance qu'avait introduite le 13 mars 1924 le Gouvernement hellénique, se fondant sur l'article 26 du Mandat pour la Palestine, contre le Gouvernement britannique, savoir, pour autant que cette instance, qui visait en même temps d'autres concessions que M. Mavrommatis aurait obtenues en Palestine sous le régime ottoman, avait trait auxdites concessions pour les travaux à Jérusalem.

Par le second arrêt, la Cour, en vertu de la compétence ainsi affirmée, a, entre autres, déclaré valables les concessions en question, et, en vertu d'une compétence spéciale à elle conférée par l'accord des Parties, a statué qu'elles tombaient sous le coup de l'article 4 du Protocole de Lausanne, c'est-à-dire que le concessionnaire avait le droit de voir mettre lesdites concessions en

statement of its observations and conclusions in regard to the objection to the jurisdiction taken by the British Government. In the Reply which was accordingly filed by it to that objection, the Greek Government, "being convinced that the stand-point of the British Government is inadmissible in every respect", asks the Court to "declare the objection to the jurisdiction to be ill-founded", to "dismiss it" and to "reserve the case for judgment on the merits".

Since, under Article 38 of the Rules, the remainder of the proceedings must be oral, the Court has, in the course of public sittings held on September 8th, 9th and 10th, 1927, heard the statements of Sir Douglas Hogg, His Britannic Majesty's Attorney-General, and of Counsel for the Greek Government, Professor Gidel and Mr. Purchase, and the reply made by the former, the Agent for the Greek Government having abandoned the right to submit an oral rejoinder.

THE FACTS.

The Court has previously had on two occasions to give judgment on questions concerning the concessions for the supply of water and electricity at Jerusalem, granted in January, 1914, to M. Mavrommatis by the Ottoman authorities, that is to say, in Judgment No. 2, of August 30th, 1924, and Judgment No. 5, of March 26th, 1925. In the first of these judgments the Court affirmed its jurisdiction to entertain a suit, brought on March 13th, 1924, by the Greek Government and based on Article 26 of the Mandate for Palestine, against the British Government, in so far as that suit, which also related to other concessions which it was alleged that M. Mavrommatis had obtained in Palestine under the Ottoman régime, related to the aforesaid concessions for works at Jerusalem.

By the second judgment, the Court, in the exercise of the jurisdiction thus established, decided amongst other things that the concessions in question were valid, and, in virtue of special jurisdiction conferred upon it by agreement between the Parties, decided that these concessions fell within the scope of Article 4 of the Protocol of Lausanne, that is to say, that the

conformité des nouvelles conditions économiques de la Palestine.

Ces arrêts, dont l'analyse sera donnée plus loin, dans la mesure où elle est pertinente pour la décision de la question préliminaire dont la Cour se trouve actuellement saisie, exposent en détail les faits, relatifs aux concessions Mavrommatis, qui ont abouti à l'introduction devant la Cour de la Requête du 13 mars 1924. Pour autant que ces faits sont pertinents aux fins de la présente affaire, la Cour y renvoie. Les faits ultérieurs suivants ont été puisés dans les documents annexés au Mémoire du Gouvernement hellénique :

A la suite de l'arrêt du 26 mars 1925, les deux Gouvernements intéressés prirent, dès le mois de mai suivant, certaines mesures en vue de la mise en conformité (« réadaptation ») des concessions Mavrommatis avec les conditions économiques nouvelles. Au mois de juillet 1925, les experts, prévus par le Protocole de Lausanne, et chargés de se mettre d'accord sur les termes de la réadaptation, avaient été désignés par les deux Parties. Auparavant déjà, il était devenu clair que, tandis que M. Mavrommatis concevait la « réadaptation » comme une mise au point des diverses clauses des concessions préexistantes, les autorités britanniques l'envisageaient comme devant s'effectuer par la substitution aux contrats de concession, obtenus en 1914, de nouveaux contrats à signer par le concessionnaire et par les nouvelles autorités du pays.

Après des négociations prolongées, les deux experts purent, le 15 décembre 1925, constater qu'ils avaient mené à bien le travail de mise en conformité des anciennes concessions Mavrommatis avec les conditions économiques nouvelles, et ce moyennant la substitution de nouveaux accords aux anciens contrats. Les nouveaux contrats furent dûment signés le 25 février 1926 par M. Mavrommatis et par les *Crown Agents for the Colonies*, agissant au nom et pour le compte du Haut-Commissaire pour la Palestine. Les contrats, au nombre de deux, avaient trait respectivement à la concession eau et à la concession électricité. A ces accords vint, le 26 février 1926, s'en ajouter un troisième par lequel le concessionnaire était autorisé à constituer, malgré les termes des contrats du jour précédent, une seule société pour l'exploitation des deux concessions.

Les contrats du 25 février 1926 contiennent chacun des clauses à l'effet suivant : Le concessionnaire déclare renoncer absolument et

concessionnaire was entitled to have them put into conformity with the new economic conditions prevailing in Palestine.

These judgments, which will be analysed later, in so far as they are relevant to the decision of the preliminary question which is now before the Court, set out in detail the facts in regard to the Mavrommatis concessions leading up to the submission to the Court of the Application of March 13th, 1924. In so far as these facts are relevant for the purposes of the present case, the Court refers to those judgments. The following subsequent facts have been taken from the documents annexed to the Greek Government's Case:

Following the judgment of March 26th, 1925, the two Governments concerned took certain steps, commencing in the following May, with a view to putting the Mavrommatis concessions into conformity with ("readapting") the new economic conditions. In July, 1925, the experts provided for under the Lausanne Protocol who were to arrange the terms of readaptation, had been appointed by the two Parties. It had already at an earlier date become clear that whereas M. Mavrommatis conceived "readaptation" to mean the readjustment of the various clauses of the existing concessions, the British authorities thought that it should take the form of the substitution for the concessionary contracts obtained in 1914 of new contracts, to be signed by the concessionnaire and by the new authorities of the country.

After lengthy negotiations, the two experts, on December 15th, 1925, were able to announce that they had successfully completed the work of bringing the old Mavrommatis concessions into conformity with the new economic conditions by means of substituting new contracts for the old ones. The new contracts were duly signed on February 25th, 1926, by M. Mavrommatis and by the Crown Agents for the Colonies acting for and on behalf of the High Commissioner for Palestine. The contracts, which were two in number, related respectively to the water concession and to the electricity concession. To these agreements was added another, on February 26th, 1926, authorizing the concessionnaire, notwithstanding the terms of the contracts of the previous day, to form a single company for the exploitation of the two concessions.

The contracts of February 25th, 1926, both contain clauses to the following effect: The concessionnaire absolutely and

irrévocablement à tous droits et avantages résultant des contrats de 1914, considérés désormais comme résiliés et annulés ; en considération de cette renonciation, le Haut-Commissaire déclare accorder la nouvelle concession, à condition que, dans certains délais fixés, le concessionnaire constitue la société d'exploitation, réunisse une fraction déterminée du capital-actions et soumette les plans des travaux ; dans les trois mois qui suivront la réception de ces plans, le Haut-Commissaire notifiera son approbation ou sa désapprobation ou ses objections ; en cas de désapprobation, une procédure spéciale par experts est prévue afin d'éviter la possibilité d'une impasse.

Dès avant la signature des contrats de concession, M. Mavrommatis avait, le 22 février 1926, conclu avec le Très Honorable Baron Gisborough une convention aux termes de laquelle il transférait à ce dernier, en sa qualité de trustee de la société à constituer par M. Mavrommatis pour l'exploitation de ses futures concessions, les droits et bénéfices découlant pour celui-ci desdites concessions.

Les plans visés par les contrats du 25 février 1926 furent expédiés au Haut-Commissaire par lord Gisborough le 19 avril suivant ; le Haut-Commissaire en accusa la réception le 5 mai 1926.

Entre temps, les autorités palestiniennes avaient, le 5 mars 1926, définitivement octroyé à M. Pinhas Rutenberg une concession de fourniture d'électricité par l'utilisation des eaux du Jourdain et du Yarmouk ; cette concession du 5 mars 1926, à laquelle M. Rutenberg avait droit en vertu d'un accord du 21 septembre 1921, contient une clause (20) qui correspond à la clause (29) du projet de concession annexé audit accord laquelle, selon l'Arrêt n° 5 de la Cour, du 26 mars 1925, était incompatible avec les droits de M. Mavrommatis ; mais la clause 20 de la concession définitive a modifié en partie la portée de la clause 29 du projet, et la concession du 5 mars 1926 contient en même temps une clause (3 B), réservant les droits et priviléges octroyés, entre autres, par les concessions qu'avait accordées en 1914 la Municipalité de Jérusalem pour la fourniture de courant électrique et la construction de tramways électriques, et il n'a pas été contesté que c'est la concession d'électricité de M. Mavrommatis qui est visée. Il convient de rappeler, en outre, que M. Rutenberg était le titulaire d'une concession,

irrevocably surrenders and renounces all rights and benefits in and under the agreements of 1914, which are henceforth cancelled and annulled; in consideration of this renunciation the High Commissioner grants the new concessions, provided always that, within certain specified times, the concessionnaire forms the companies for the carrying out of the concessions, arranges for the subscription of a fixed portion of the share capital and submits the plans for the works; within three months after the receipt of these plans, the High Commissioner is to notify his approval or disapproval or objections; in the event of disapproval, a special procedure before experts is provided for to prevent the possibility of a deadlock.

Before the signature of the concessionary contracts M. Mavrommatis had, on February 22nd, 1926, already concluded with the Right Honourable Baron Gisborough an agreement according to which he (M. Mavrommatis) transferred to the latter, in the capacity of trustee for the company to be formed by M. Mavrommatis for the exploitation of his future concessions, his rights and benefits in and under those concessions.

The plans referred to by the contracts of February 25th, 1926, were despatched to the High Commissioner by Lord Gisborough on the following April 19th; the High Commissioner acknowledged receipt on May 5th, 1926.

Meantime, the Palestine authorities had on March 5th, 1926, finally granted to Mr. Pinhas Rutenberg a concession for the supply of electricity by the utilization of the waters of the Jordan and Yarmouk; this concession of March 5th, 1926, to which Mr. Rutenberg was entitled under an agreement of September 21st, 1921, contains a clause (20) which corresponds to the clause (29) of the draft concession annexed to the aforesaid agreement, which clause was, according to the Court's Judgment No. 5 of March 26th, 1925, incompatible with M. Mavrommatis' rights; but clause 20 of the final concession to some extent modifies the scope of clause 29 of the draft, and the concession of March 5th, 1926, also contains a clause (3 B) reserving the rights and privileges granted by, amongst others, the concessions granted in 1914 by the Jerusalem Municipality for electric supply and electric tramways, and it has not been denied that this reservation refers to M. Mavrommatis' electricity concession. It should also be mentioned that

datée du 12 septembre 1921, en vue de l'utilisation des eaux de la rivière El-Audja pour la génération de courant électrique et pour des travaux d'irrigation. Sur la base de cette concession, M. Rutenberg s'opposa à ce que M. Mavrommatis fût autorisé à prélever dans cette rivière l'eau nécessaire à l'alimentation de la ville de Jérusalem. Il a cependant été reconnu dans la procédure actuelle par les deux Gouvernements en cause que cette concession ne conférait pas au concessionnaire le droit d'empêcher, le cas échéant, M. Mavrommatis d'utiliser lesdites eaux pour les besoins de sa concession eau.

Le 21 juillet 1926, M. Mavrommatis fut informé que, son contrat avec lord Gisborough étant considéré comme un transfert complet de ses concessions — transfert non autorisé par les contrats —, le dépôt des plans par lord Gisborough n'était pas accepté comme valable. Ayant entre temps — le 31 août — résilié son accord avec lord Gisborough, M. Mavrommatis, le 4 septembre, pria le Haut-Commissaire de retenir les plans en question comme déposés pour son compte à lui, Mavrommatis. Le Haut-Commissaire les accepta comme ainsi déposés à la date du 5 septembre. Ensuite, les plans relatifs à la concession électricité furent approuvés le 23 septembre, avec quelques modifications acceptées par M. Mavrommatis le 7 octobre ; les plans afférents à la concession eau ne furent, au contraire, approuvés que le 2 décembre 1926.

Or, le jour précédent, 1^{er} décembre, M. Mavrommatis avait notifié au Gouvernement britannique que ses plans relatifs à la concession eau, considérés par lui comme déposés le 5 mai, auraient dû être approuvés avant le 5 août ; que la non-approbation des plans dans ce délai constituait une rupture des contrats, pour laquelle M. Mavrommatis demanderait des dommages et intérêts ; et que, à cet effet, il se mettait en rapport avec son Gouvernement. Il confirmait cette communication par une nouvelle lettre du 24 décembre 1926.

Par la suite, la Légation de Grèce à Londres intervint, à partir du 17 janvier 1927, sur instructions du Gouvernement d'Athènes, en faveur de M. Mavrommatis, insistant sur l'utilité qu'il y aurait à arriver à une solution par voie de conciliation. Dès le 19 février 1927, elle fit cependant entrevoir la possibilité, faute d'un accord

Mr. Rutenberg was the holder of a concession, dated September 12th, 1921, for the utilization of the waters of the river El-Audja for the generation of electric power and for irrigation works. Relying on this concession, Mr. Rutenberg objected to permission being given to M. Mavrommatis to take from this river the water required for the water supply of the city of Jerusalem. It has, however, been admitted, in the course of the present proceedings, by both Governments concerned, that this concession did not confer on the holder the right, should the contingency arise, to prevent M. Mavrommatis from using the same source for the purposes of his water concession.

On July 21st, 1926, M. Mavrommatis was informed that his contract with Lord Gisborough was regarded as an absolute assignment of his concessions,—an assignment unwarranted under the terms of the contracts,—and that therefore the deposit of the plans by Lord Gisborough was not accepted as valid. Having in the meantime—August 31st—determined his agreement with Lord Gisborough, M. Mavrommatis, on September 4th, requested the High Commissioner to retain the plans in question as deposited on his, M. Mavrommatis', behalf. The High Commissioner accepted them as so deposited on September 5th. Subsequently the plans for the electricity concession were approved on September 23rd, with certain modifications which were accepted by M. Mavrommatis on October 7th; on the other hand, the plans for the water concession were not approved until December 2nd, 1926.

On the previous day, however, December 1st, M. Mavrommatis had notified the British Government that his plans for the water concession, which he regarded as deposited on May 5th, should have been approved before August 5th; that the failure to approve the plans within the time fixed constituted a breach of the agreements for which he would seek damages; and that with this object in view he was putting himself in communication with his Government. He confirmed this communication by a further letter on December 24th, 1926.

Subsequently, as from January 17th, 1927, the Greek Legation in London, on the instructions of the Greek Government, intervened on behalf of M. Mavrommatis, expressing the earnest hope that His Majesty's Government would examine the matter in a conciliatory spirit. On February 19th, 1927,

amiable, d'un nouveau recours auprès de la Cour permanente de Justice internationale. Les négociations ainsi entamées n'aboutirent, toutefois, pas à un accord ; et, le 23 mai 1927, le ministre de Grèce à Londres informa le Foreign Office de la décision qu'avait prise son Gouvernement de saisir à nouveau la Cour « des divergences qui s'étaient produites au sujet de l'exécution de l'arrêt du 26 mars 1925 ».

En ce qui concerne les faits relatés ci-dessus, et qui ont trait à la question actuellement soumise à la Cour, il y a lieu de constater que, selon une déclaration faite devant la Cour au nom du Gouvernement britannique, celui-ci accepte, d'une manière générale, aux fins des débats sur la compétence, les faits exposés par le Gouvernement hellénique dans son Mémoire.

POINT DE DROIT.

Avant d'aborder l'examen des motifs pour lesquels le Gouvernement britannique conteste la compétence de la Cour, il convient de constater quelles sont, en définitive, les conclusions du Gouvernement hellénique, conclusions dont, selon le Gouvernement britannique, la Cour n'est pas habilitée à connaître.

Le Gouvernement hellénique ayant modifié dans son Mémoire les conclusions de la Requête, la Cour prend pour base de son examen les conclusions du Mémoire, qui sont celles du dernier document sur lequel la Partie adverse a pu fonder son exception.

Les conclusions en question peuvent être résumées de la manière suivante.

La Cour est priée de décider :

1) que le Gouvernement britannique, en retardant, au mépris des engagements du Haut-Commissaire de Palestine, l'approbation des plans présentés par M. Mavrommatis, et en empêchant par là la mise en exécution des contrats de concession du 25 février 1926, a, en sa qualité de Mandataire pour la Palestine, enfreint les obligations internationales que lui impose l'article 11 du Mandat tel qu'il a été interprété par la Cour ; 2) que M. Mavrommatis, en raison

however, the Legation hinted at the possibility—failing an amicable settlement—of again instituting proceedings before the Permanent Court of International Justice. The negotiations thus begun did not however lead to an agreement, and on May 23rd, 1927, the Greek Minister in London informed the Foreign Office of his Government's decision once more to have recourse to the Court and to submit to it “the differences which had arisen in the execution of the judgment . . . of March 26th, 1925”.

As regards the facts set out above and relating to the question now before the Court, it should be observed that, in accordance with a statement made in Court on behalf of the British Government, the latter accepts in a general way, for the purposes of the proceedings on the plea to the jurisdiction, the facts as given by the Greek Government in its Case.

THE LAW.

Before beginning the examination of the grounds on which the British Government disputes the Court's jurisdiction, it will be well to state in what the submissions of the Greek Government in reality consist—submissions which, in the contention of the British Government, the Court has no jurisdiction to entertain.

The Greek Government having in its Case amended the submissions of the Application, the Court takes as the basis of its examination the submissions of the Case, which are the submissions made in the last document upon which the opposite Party has been able to base his objection.

The submissions in question may be summarized as follows.

It is submitted :

(1) that the British Government, by delaying, regardless of the undertakings of the High Commissioner for Palestine, the approval of the plans submitted by M. Mavrommatis, and by thus preventing the putting into execution of the concessionary contracts of February 25th, 1926, has, in its capacity as Mandatory for Palestine, violated the international obligations incumbent upon it under Article 11 of the Mandate as

des retards et de l'hostilité subis de la part de certaines autorités britanniques, a souffert un préjudice injuste dont le Gouvernement britannique est entièrement responsable ; et 3) que le Gouvernement britannique est tenu à réparation convenable, celle-ci étant évaluée à £217.000, avec intérêts à 6 % à partir de la date de la requête et jusqu'à la date du paiement.

Les arguments invoqués par le Gouvernement britannique à l'appui de son exception d'incompétence sont les suivants :

En premier lieu, et pour autant que le Gouvernement hellénique a fait valoir dans sa Requête que le Gouvernement britannique ne s'était pas conformé à l'Arrêt n° 5 (par lequel la Cour avait reconnu la validité des concessions Mavrommatis et prescrit, conformément au Protocole de Lausanne, leur réadaptation), le Gouvernement britannique oppose qu'il n'y a point de disposition conférant à la Cour compétence pour décider si l'un de ses arrêts a été ou non exécuté.

En second lieu, et pour autant que le Gouvernement hellénique a fait valoir que le Gouvernement britannique, en empêchant la mise à exécution des contrats de concession passés entre l'Administration de la Palestine et M. Mavrommatis le 25 février 1926, ne se serait pas conformé aux obligations internationales acceptées par le Mandataire, au sens de l'article 11 du Mandat, et, partant, aurait violé cet article, le Gouvernement britannique oppose que la Cour, en vertu de l'article 11 du Mandat, n'est compétente pour juger d'une prévue violation des obligations internationales du Mandataire que comme résultat de l'usage que l'Administration de la Palestine aurait fait de ses pleins pouvoirs pour décider quant à la propriété ou au contrôle public de toutes les ressources naturelles du pays ou des travaux et services d'utilité publique déjà établis ou à y établir. Or, il n'y a pas eu usage de ces pleins pouvoirs, car aucun droit en opposition avec ceux de M. Mavrommatis n'a été accordé à M. Rutenberg, et le fait qu'il y a eu retard dans l'approbation des plans, même si ce retard était dû, comme le prétend le Gouvernement hellénique, à l'hostilité de M. Rutenberg ou de certains fonctionnaires britanniques ou palestiniens envers

construed by the Court; (2) that M. Mavrommatis, by reason of the delays and hostility encountered by him in his dealings with certain British authorities, has unjustly suffered damage for which the British Government is entirely responsible; and (3) that the British Government is bound to make adequate reparation, which is estimated at £217,000, with interest at 6% from the date of the application until the date of payment.

The arguments advanced by the British Government in support of its objection to the Court's jurisdiction are as follows:

In the first place and in so far as concerns the Greek Government's contention in its Application that the British Government has not complied with Judgment No. 5 (by which the Court recognized the Mavrommatis concessions as valid and decided, in accordance with the Protocol of Lausanne, that they were to be readapted), the British Government objects that there is no provision giving the Court jurisdiction to decide whether one of its judgments has or has not been complied with.

In the second place and in so far as concerns the Greek Government's contention that the British Government, by preventing the putting into operation of the concessionary contracts concluded between the Palestine Administration and M. Mavrommatis on February 25th, 1926, has not complied with the international obligations assumed by the Mandatory, under Article 11 of the Mandate, and consequently has violated the terms of that article, the British Government objects that, under Article 11 of the Mandate, the Court only has jurisdiction to deal with an alleged breach of the international obligations of the Mandatory in so far as such breach results from the manner in which the Palestine Administration has exercised its full power to provide for public ownership or control of any of the natural resources of the country, or of the public works, services or utilities established or to be established therein. Now, the British Government says, there has been no exercise of this power, for no right conflicting with those of M. Mavrommatis has been granted to Mr. Rutenberg, and the fact that there has been delay in the approval

M. Mavrommatis, ne saurait être considéré comme un exercice desdits pouvoirs.

En troisième lieu, et pour autant que la violation de l'article 11 du Mandat alléguée par le Gouvernement hellénique résulterait de la violation du Protocole de Lausanne, le Gouvernement britannique oppose que ce Protocole, comme tel, ne prévoit pas la compétence de la Cour, et que, en tout état de cause, il n'est pas applicable en l'espèce, car il n'a trait qu'aux contrats de concession passés entre M. Mavrommatis et les autorités ottomanes en 1914, contrats qui, de l'accord des Parties, ont été expressément annulés et remplacés par ceux que M. Mavrommatis a conclus avec l'Administration de la Palestine le 25 février 1926.

Subsidiairement, le Gouvernement britannique oppose que, même si le différend actuel était régi par un acte international qui établirait l'acceptation de la compétence de la Cour par le Gouvernement britannique, la requête devrait être rejetée faute d'accomplissement d'une condition suspensive indispensable, savoir, la soumission par M. Mavrommatis de sa demande aux tribunaux anglais ou palestiniens compétents pour en connaître en vertu de la législation interne des deux pays.

* * *

En ce qui concerne le premier point, il y a lieu d'observer que le Gouvernement hellénique, dans sa Réponse à l'Exception préliminaire d'incompétence, affirme qu'il n'est pas exact que sa réclamation se base principalement et fondamentalement sur l'inexécution de l'Arrêt n° 5 ; sa base unique, dit-il, est la méconnaissance par le Gouvernement britannique, en sa qualité de Mandataire pour la Palestine, de ses obligations internationales au sens de l'article 11 du Mandat. Aucune conséquence spéciale ne semble d'ailleurs avoir été tirée par le Gouvernement hellénique de l'inexécution alléguée par lui de l'Arrêt n° 5, et ce point de vue a été mis entièrement de côté dans la procédure orale.

of the plans, even if such delay were due, as contended by the Greek Government, to the hostility of Mr. Rutenberg or of certain British or Palestine officials towards M. Mavrommatis, cannot be regarded as an exercise of this power.

In the third place, and in so far as the violation of Article 11 of the Mandate, alleged by the Greek Government to have taken place, is said to arise from the violation of the Protocol of Lausanne, the British Government objects that this Protocol, in itself, does not confer any jurisdiction upon the Court, and that, in any case, it does not apply in the present matter, as it only relates to the concessionary contracts concluded between M. Mavrommatis and the Turkish authorities in 1914, which contracts have, by common consent of the Parties, been expressly annulled and replaced by those concluded by M. Mavrommatis with the Palestine Administration on February 25th, 1926.

In the alternative, the British Government argues that even if the present dispute were covered by an international instrument involving that Government's consent to the reference of the dispute to the Court, the application should be rejected by reason of the non-fulfilment of a necessary condition precedent, namely, the submission by M. Mavrommatis of his claim to the Courts of England or Palestine which are competent to adjudicate thereon under the municipal law of both countries.

* * *

As regards the first point, it should be observed that the Greek Government, in its Reply to the Preliminary Objection to the Court's jurisdiction, contends that it is wrong to say that its claim is mainly and fundamentally based on the non-fulfilment of the terms of Judgment No. 5; it states that its claim is based solely on the British Government's disregard—in its capacity as Mandatory for Palestine—of its international obligations under Article 11 of the Mandate. Moreover, no special conclusion appears to have been drawn by the Greek Government from the alleged non-fulfilment of the terms of Judgment No. 5, and this point of view has been entirely dropped in the oral proceedings.

Dans ces conditions, la Cour ne croit pas nécessaire de s'occuper de la question de savoir si, dans certains cas, elle pourrait être compétente pour décider des différends relatifs à l'inexécution de l'un de ses arrêts.

*

Avant d'aborder l'examen des autres arguments invoqués par le Gouvernement britannique, la Cour croit devoir constater que, bien que l'affaire actuelle se présente à première vue comme la suite de celle qu'elle a décidée par ses Arrêts n°s 2 et 5, il ne découle pas de ce fait que la compétence admise par la Cour dans l'Arrêt n° 2 existe également en ce qui concerne l'affaire actuelle. Car il s'agit maintenant de faits qui se sont produits postérieurement auxdits arrêts, et c'est de la nature de ces faits, par rapport aux dispositions gouvernant la compétence de la Cour en l'espèce, que dépendra la solution à donner à la question dont la Cour se trouve actuellement saisie.

* * *

Pour ce qui est du second argument invoqué par le Gouvernement britannique à l'appui de son exception préliminaire, il y a lieu de rappeler l'interprétation antérieurement donnée par la Cour des articles 11 et 26 du Mandat pour la Palestine. Car cette interprétation, qui se trouve inscrite dans les Arrêts n°s 2 et 5 de la Cour, arrêts qui ont déjà été mentionnés ci-dessus, doit sans doute entrer en ligne de compte pour la décision de la présente affaire. En effet, la Requête du 28 mai 1927 reproche au Gouvernement britannique d'avoir manqué à ses engagements internationaux, par rapport précisément à des concessions que les autorités britanniques ou palestiniennes avaient octroyées à M. Mavrommatis en conformité avec l'Arrêt n° 5 de la Cour, et cela, selon la thèse britannique, afin de remplacer des concessions, pour les contestations à l'égard desquelles la Cour, dans son Arrêt n° 2, avait admis sa compétence. Et la Cour, qui s'est occupée pour la première fois dans son Arrêt n° 2 de sa compétence aux termes des articles 26 et 11 du Mandat, a, dans cet arrêt, examiné ces articles d'un point de vue général. Enfin, les Parties ont, dans la présente procédure, et en particulier dans les débats oraux, fait porter la discussion presque exclusive-

In these circumstances, the Court does not find it necessary to consider the question whether, in certain cases, it might have jurisdiction to decide disputes concerning the non-compliance with the terms of one of its judgments.

*

Before proceeding to examine the other arguments put forward by the British Government, the Court feels called upon to observe that, although the present suit at first sight would seem to be a continuation of the case decided by Judgments Nos. 2 and 5, it does not follow from this circumstance that the jurisdiction accepted by the Court in Judgment No. 2 also exists as regards the present case. For this case concerns facts which have occurred since these judgments were given, and the solution of the question now before the Court depends upon the nature of these facts in relation to the clauses governing the Court's jurisdiction in the present suit.

* * *

As regards the second argument put forward by the British Government in support of its Preliminary Objection, reference should be made to the construction already placed by the Court upon Articles 11 and 26 of the Mandate for Palestine. For that construction, which is to be found in the Court's Judgments Nos. 2 and 5, already referred to, must undoubtedly be taken into account in the decision of the present case. The Application of May 28th, 1927, in fact, reproaches the British Government for having failed to carry out its international obligations precisely in regard to concessions which the British or Palestine authorities had granted to M. Mavrommatis in accordance with Judgment No. 5, and this—in the contention of the British Government—in order to replace concessions in regard to the disputes concerning which the Court had, in Judgment No. 2, declared itself to have jurisdiction. Again, the Court, which in Judgment No. 2 considered for the first time its jurisdiction under Articles 26 and 11 of the Mandate, examined these articles in that judgment from a general point of view. In the last place, the Parties have in the present

ment sur l'interprétation donnée desdits articles par la Cour dans les Arrêts n^{os} 2 et 5.

Les articles en question sont ainsi conçus :

Article 11. — « L'Administration de la Palestine prendra toutes mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la communauté concernant le développement du pays et, sous réserve des obligations internationales acceptées par le Mandataire, elle aura pleins pouvoirs pour décider quant à la propriété ou au contrôle public de toutes les ressources naturelles du pays, ou des travaux et services d'utilité publique déjà établis ou à y établir. Elle introduira un régime agraire adapté aux besoins du pays en ayant égard, entre autres choses, aux avantages qu'il pourrait y avoir à encourager la colonisation intense et la culture intensive de la terre.

« L'Administration pourra, dans la mesure où elle n'agira pas directement, s'entendre avec l'Organisme juif mentionné à l'article 4 pour effectuer ou exploiter dans des conditions justes et équitables, tous travaux et services d'utilité publique et pour développer toutes les ressources naturelles du pays. Dans ces accords, il sera entendu qu'aucun des bénéfices distribués directement ou indirectement par cet Organisme ne devra dépasser un taux raisonnable d'intérêt sur le capital et que tout excédent de bénéfice sera utilisé par lui au profit du pays d'une manière approuvée par l'Administration. »

Article 26. — « Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du Mandat et qui ne serait pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. »

La Cour a constaté, dans ses Arrêts n^{os} 2 et 5, sur la base de la genèse du Mandat, ainsi que des Traité de Sèvres et de Lausanne, que les « engagements internationaux acceptés par le Mandataire »,

case, and more especially in the oral proceedings, discussed almost exclusively the construction placed by the Court on those articles in Judgments Nos. 2 and 5.

The articles in question are as follows:

Article 11.—“The Administration of Palestine shall take all necessary measures to safeguard the interests of the community in connection with the development of the country, and, subject to any international obligations accepted by the Mandatory, shall have full power to provide for public ownership or control of any of the natural resources of the country or of the public works, services and utilities established or to be established therein. It shall introduce a land system appropriate to the needs of the country, having regard among other things to the desirability of promoting the close settlement and intensive cultivation of the land.

“The Administration may arrange with the Jewish Agency mentioned in Article 4 to construct or operate, upon fair and equitable terms, any public works, services and utilities, and to develop any of the natural resources of the country, in so far as these matters are not directly undertaken by the Administration. Any such arrangements shall provide that no profits distributed by such Agency, directly or indirectly, shall exceed a reasonable rate of interest on the capital, and any further profits shall be utilized by it for the benefit of the country in a manner approved by the Administration.”

Article 26.—“The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the Mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.”

The Court, in Judgments Nos. 2 and 5, and on the basis of the development of the provisions of the Mandate and of the Treaties of Sèvres and Lausanne, has decided that the

aux termes de l'article 11, sont constitués par le Protocole de Lausanne ; mais elle a déclaré, en termes exprès, que la compétence qui lui est attribuée par l'article 26 du Mandat ne couvre l'interprétation et l'application du Protocole que dans la mesure où le Mandataire, dans l'exercice des pleins pouvoirs que l'article 11 lui reconnaît sous réserve desdits engagements internationaux, méconnaîtrait les obligations qu'il a acceptées en signant le Protocole. La juridiction que la Cour possède, quant à l'interprétation et à l'application de dispositions du Mandat, ne s'étend donc pas aux dispositions du Protocole de Lausanne, sauf par rapport à l'article 11 du Mandat.

Les pleins pouvoirs, par rapport à l'exercice desquels l'article 11 a formulé une réserve, sont des pleins pouvoirs « pour décider quant à la propriété ou au contrôle public » (*to provide for public ownership or control*) « de toutes les ressources naturelles du pays ou des travaux et services d'utilité publique déjà établis ou à y établir ». Comme, dans l'affaire qui a été tranchée par les Arrêts n°s 2 et 5, il n'a pas été question de « propriété publique », mais exclusivement de « contrôle public » (*public control*), la Cour s'est bornée à l'interprétation de cette dernière notion.

A cet égard, elle est arrivée à la conclusion que le *public control* vise un système de politique économique qui consiste à superposer, d'une manière ou d'une autre, l'autorité publique à l'action privée. Cette notion, dans l'article 11, sert à définir une situation qui, bien que ne revêtant pas la forme juridique de la propriété, permet à l'autorité publique d'exercer certaines attributions normalement afférentes à la propriété.

Il en résulte que, dans le cadre tracé par l'article 11, les pouvoirs de décider quant au contrôle public ne signifient pas l'ensemble des compétences qui sont généralement reconnues à toute administration publique pour sauvegarder les intérêts publics ; et que la notion de « contrôle public » doit être interprétée par rapport à l'article 11 et au programme de politique économique qui y est envisagé. Il en résulte également que la question de savoir si, dans un cas déterminé, on se trouve en présence d'un exercice des pleins pouvoirs pour décider quant au contrôle public, est essentiellement une question d'espèce. C'est pourquoi la Cour, dans son Arrêt n° 2,

“international obligations accepted by the Mandatory”, within the terms of Article 11, are constituted by the Protocol of Lausanne; but it has expressly stated that the jurisdiction bestowed upon it by Article 26 of the Mandate only covers the interpretation and application of the Protocol in so far as the Mandatory, in the exercise of the full power conferred upon him by Article 11, subject to the international obligations above mentioned, may have disregarded the obligations accepted by him in signing the Protocol. The jurisdiction possessed by the Court as concerns the interpretation and application of the terms of the Mandate does not, therefore, extend to the provisions of the Protocol of Lausanne, except in relation to Article 11 of the Mandate.

The full power, as regards the exercise of which Article 11 makes a reservation, is a full power “to provide for public ownership or control of any of the natural resources of the country or of the public works, services and utilities established or to be established therein”. Since, in the case decided by Judgments Nos. 2 and 5, the question of “public ownership” did not arise but only that of “public control”, the Court confined itself to the interpretation of the latter conception.

In this respect, it came to the conclusion that “public control” means an economic policy consisting in subjecting, in one way or another, private enterprise to public authority. This expression, in Article 11, serves to define a situation which, although it does not take the legal form of ownership, enables the public authorities to exercise certain powers normally inherent in ownership.

It follows that, within the limits fixed by Article 11, power to provide for public control does not mean all the rights generally recognized as belonging to any public administration for the safeguarding of public interests; and that the conception of “public control” must be construed in relation to Article 11 and to the programme for economic development contemplated therein. It also follows that the question whether, in a given case, there has been an exercise of the full power to provide for public control is essentially a question that can only be decided for each particular case as it arises.

s'est bornée à établir que le Haut-Commissaire pour la Palestine avait agi dans l'exercice de ces pleins pouvoirs en octroyant, le 12 septembre 1921, à M. Rutenberg, une concession d'électricité et d'irrigation pour le district de Jaffa et en s'engageant, par un contrat passé, le 21 septembre 1921, également avec M. Rutenberg, à octroyer à ce dernier une concession pour l'exploitation des forces hydrauliques du Jourdain et du Yarmouk. La Cour est arrivée à cette conclusion, notamment en raison du fait que ces concessions, qui assuraient, soit directement, soit indirectement, à M. Rutenberg une situation de monopole, devaient être exploitées par des sociétés dont la constitution ne pouvait être approuvée par le Haut-Commissaire qu'avec l'avis et la collaboration de l'Agence juive, prévue par l'article 4 du Mandat comme un organisme public destiné à collaborer avec l'Administration de la Palestine. Or, l'article 11 du Mandat prévoit précisément la participation de cette Agence au développement des ressources naturelles du pays et à l'établissement et à l'exploitation de travaux et services publics.

Ce sont ces circonstances particulières qui, de l'avis de la Cour, ont donné à l'octroi des concessions Rutenberg le caractère d'un exercice des pleins pouvoirs pour décider quant au *public control*; mais l'Arrêt n° 2 n'a pas manqué d'indiquer d'une manière très claire que l'octroi d'une concession ne constitue nullement en lui-même un exercice des pleins pouvoirs en question. Le droit réservé dans certaines circonstances aux autorités vis-à-vis des entreprises concessionnaires, soit par des lois administratives, soit par des clauses insérées dans les contrats de concession, d'exercer des pouvoirs d'ingérence et de surveillance, ne rentre pas dans la notion de *public control* au sens de l'article 11.

La Cour, après avoir constaté que les concessions Rutenberg de 1921 portaient, au moins en partie, sur les mêmes objets que les concessions obtenues en 1914 par M. Mavrommatis, et qui, à cause de la date de leur octroi, tombaient sous le coup du Protocole de Lausanne, a admis sa compétence dans la mesure où la requête de 1924 avait trait auxdites concessions de M. Mavrommatis. Elle a ensuite, par son Arrêt n° 5, décidé que l'article 29 de la concession promise à

That is why the Court, in Judgment No. 2, confined itself to establishing that the High Commissioner for Palestine, when he granted to Mr. Rutenberg, on September 12th, 1921, a concession for electricity and irrigation in the district of Jaffa, and when he undertook, by a contract concluded on September 21st, 1921, also with Mr. Rutenberg, to grant to the latter a concession for the exploitation of the hydraulic power of the Jordan and the Yarmouk, was exercising this full power. The Court came to this conclusion, more particularly because these concessions, which directly or indirectly secured to Mr. Rutenberg a monopoly, were to be worked by companies the formation of which could only be approved by the High Commissioner with the advice and co-operation of the Jewish Agency, which was provided for under Article 4 of the Mandate as a public body designed to co-operate with the Palestine Administration. And the participation of this Agency in the development of the natural resources of the country and in the construction or operation of any public works, services and utilities is precisely contemplated by Article 11 of the Mandate.

Such are the special circumstances which in the Court's opinion have endowed the grant of the Rutenberg concessions with the character of an exercise of the full power to provide for "public control"; but Judgment No. 2 does not fail to state very clearly that the grant of a concession does not in itself constitute an exercise of the full power in question. The right reserved in certain circumstances to the authorities in respect of concessionary undertakings, either by means of administrative regulations or by clauses inserted in the concessionary contracts, to exercise powers of advice and supervision, does not come within the conception of "public control" as used in Article 11.

The Court, after satisfying itself that the Rutenberg concessions of 1921 at least partially overlapped the concessions which were obtained by M. Mavrommatis in 1914 and which, by reason of the date of grant, fell under the terms of the Protocol of Lausanne, accepted jurisdiction in so far as the application of 1924 related to these Mavrommatis concessions. Further, in Judgment No. 5, it decided that Article 29 of the concession promised to Mr. Rutenberg by the contract of

M. Rutenberg par le contrat du 21 septembre 1921, était incompatible avec le principe établi par le Protocole de Lausanne et en vertu duquel les concessions, accordées par les autorités ottomanes avant le 29 octobre 1914, devaient être maintenues. Ce n'est que dans la mesure où cette incompatibilité existait qu'elle a pu constater, en vertu de la compétence qu'elle tient de l'article 26 du Mandat, une violation des «engagements internationaux acceptés par le Mandataire», et, par conséquent, une violation de l'article 11 du Mandat.

Dans le même ordre d'idées, elle a constaté que c'est en vertu d'un accord, intervenu entre les Parties au cours de la procédure, qu'elle s'est prononcée sur la question de savoir si les concessions de M. Mavrommatis — concessions qui devaient être maintenues aux termes de l'article premier du Protocole de Lausanne — tombaient sous le coup de l'article 4 ou bien de l'article 6 dudit Protocole. A cet égard, la Cour a encore fait observer qu'elle ne pourrait s'occuper d'autres différends relatifs à l'application des articles 4 et 6 du Protocole de Lausanne qu'en vertu d'un nouvel accord entre les Parties, «à moins, cependant, que des différends de cet ordre ne résultent de l'octroi de la concession Rutenberg et ne rentrent dans cette mesure dans la compétence dérivée, au sens indiqué, des articles 26 et 11 du Mandat»; les mêmes considérations valent sans doute pour le Protocole tout entier.

Il est donc évident que, selon l'interprétation des articles 11 et 26 du Mandat qu'elle a consacrée par ses Arrêts n°s 2 et 5, la Cour est compétente, en vertu de l'article 26 du Mandat, pour connaître d'une violation alléguée du Protocole de Lausanne dans tous les cas — mais seulement dans ces cas — où la violation relèverait de l'exercice des pleins pouvoirs pour décider, aux termes de l'article 11, quant au *public control*.

La Cour ne voit aucune raison pour se départir d'une interprétation découlant nettement de deux arrêts précédents dont l'argumentation lui paraît toujours bien fondée, et cela d'autant plus que les deux Parties ont voulu se placer au point de vue adopté par la Cour.

Certaines déclarations, faites à cet égard par le représentant du Gouvernement hellénique, tendent, toutefois, à donner

September 21st, 1921, was incompatible with the principle established by the Protocol of Lausanne to the effect that concessions granted by the Turkish authorities before October 29th, 1914, were to be maintained. Only in so far as such incompatibility existed was the Court, in virtue of the jurisdiction which it derives under Article 26 of the Mandate, able to find that there had been a breach of the "international obligations accepted by the Mandatory" and consequently a breach of Article 11 of the Mandate.

In the same connection, the Court stated that it was in virtue of an agreement arrived at between the Parties in the course of the proceedings that it gave a decision upon the question whether Article 4 or Article 6 of the Protocol of Lausanne was applicable to those concessions of M. Mavrommatis, which were to be maintained under the first Article of the Protocol. In regard to this point, the Court also observed that it could only consider other disputes in regard to the application of Articles 4 and 6 of the Protocol of Lausanne in virtue of a further agreement between the Parties "unless such disputes resulted out of the grant of the Rutenberg concession, and to this extent fell within the scope of the jurisdiction obtained, as indicated above, from Articles 26 and 11 of the Mandate"; the same considerations no doubt hold good as regards the whole Protocol.

It is therefore clear that, according to the construction of Articles 11 and 26 of the Mandate established by the Court in Judgments Nos. 2 and 5, in all cases where an alleged breach of the Protocol of Lausanne is the outcome of the exercise of the full power given by Article 11 to provide for "public control", but in these cases only, the Court has jurisdiction under Article 26 of the Mandate to deal with such a breach.

The Court sees no reason to depart from a construction which clearly flows from the previous judgments the reasoning of which it still regards as sound, more especially seeing that the two Parties have shown a disposition to accept the point of view adopted by the Court.

Certain statements made in this connection by the representative of the Greek Government, however, rather tend to

à l'Arrêt n° 2 de la Cour une interprétation autre que celle adoptée par le représentant du Gouvernement britannique. La Cour ayant indiqué dans cet arrêt — et cela a été rappelé ci-dessus — que l'octroi d'une concession d'utilité publique n'est pas un exercice du pouvoir de décider quant au contrôle public, au sens de l'article 11, mais qu'il se peut que l'octroi soit accompagné de mesures qui lui donnent ce caractère, le représentant du Gouvernement hellénique semble avoir été d'avis que, non seulement l'octroi d'une concession d'utilité publique serait toujours un exercice du *public control*, mais que tout acte accompli par l'administration publique dans l'octroi de la concession le serait également. A ce sujet, il suffit cependant de dire que, si telle était vraiment sa pensée, celle-ci semblerait aller à l'encontre de la doctrine exposée dans l'Arrêt n° 2, doctrine qui vient d'être résumée ci-dessus.

Aux fins de l'examen du second argument avancé par le Gouvernement britannique en faveur de son exception d'incompétence, il reste donc à rechercher si les faits allégués par le Gouvernement hellénique à l'appui de sa réclamation constituent un exercice des « pleins pouvoirs pour décider quant au.... contrôle public » aux termes de l'article 11 du Mandat.

Le fait principal, allégué par le Gouvernement hellénique dans cet ordre d'idées, est le retard qui aurait été apporté par le Haut-Commissaire à l'approbation des plans que, selon les contrats du 25 février 1926, M. Mavrommatis avait à soumettre. Pour les raisons développées ci-dessus, il n'est pas nécessaire, pour le moment, d'examiner si ce retard aurait constitué une violation du Protocole de Lausanne, car la première question qui se pose est — ainsi que cela vient d'être dit — de savoir s'il y a eu exercice des pleins pouvoirs visés par l'article 11. A cet égard, il y a lieu d'envisager les points suivants :

L'octroi des nouvelles concessions Mavrommatis, ainsi que toutes les démarches faites en vue de la réadaptation des anciennes concessions, ne constituent pas, pour les raisons exposées ci-dessus, un exercice des pleins pouvoirs en question. Malgré les nombreuses compétences réservées aux autorités dans les concessions de 1926, celles-ci ne contiennent rien

place on Judgment No. 2 an other interpretation than the one accepted by the representative of the British Government. The Court having—as has been stated above—indicated in that judgment that the grant of a concession of public utility is not an exercise of the power to provide for public control within the meaning of Article 11, but that the grant may be accompanied by measures which give it that character, the representative of the Greek Government seems to have held that not only would the grant of a concession of public utility always constitute an exercise of public control, but that any act performed by the administration in connection with the grant of a concession would also have the same character. In regard to this, it will however suffice to say that if that was really his meaning, it would seem to be contrary to the doctrine enunciated in Judgment No. 2 and summarized above.

In considering the second argument put forward by the British Government in support of its objection to the Court's jurisdiction, it therefore remains to ascertain whether the facts alleged by the Greek Government in support of its claim constitute an exercise of the “full power to provide for . . . public control” under Article 11 of the Mandate.

The main fact relied on by the Greek Government in this connection is the alleged delay of the High Commissioner in approving the plans which M. Mavrommatis had to submit under the contracts of February 25th, 1926. For the reasons set out above, it is unnecessary for the moment to consider whether this delay would have constituted a breach of the Protocol of Lausanne, because the first question which arises is—as has already been stated—whether there has been an exercise of the full power mentioned in Article 11. In this respect, the following points must be considered:

The grant of the new Mavrommatis concessions and all other steps taken with a view to the readaptation of the old concessions, do not, for the reasons already set out, constitute an exercise of the full power in question. Notwithstanding the numerous powers reserved to the authorities in the 1926 concessions, the latter contain nothing which, according to the

qui, selon les critères adoptés dans l'Arrêt n° 2 et maintenus dans le présent arrêt, constitue un exercice desdits pleins pouvoirs, car ces compétences rentrent entièrement dans le cadre des compétences administratives à l'égard d'entreprises privées auxquelles des services publics sont concédés, et ne suffisent pas pour donner auxdites concessions le caractère d'un exercice des pleins pouvoirs pour décider quant au *public control* au sens que la Cour, dans son Arrêt n° 2, a donné à ce terme. Les violations du Protocole de Lausanne qui auraient pu être commises au cours de la réadaptation et par l'octroi de nouvelles concessions ne peuvent donc pas rentrer dans la compétence de la Cour, telle qu'elle est déterminée par l'article 26, du chef de l'exercice des pleins pouvoirs visés par l'article 11.

A supposer que l'attitude des autorités britanniques et palestiniennes, qui aurait eu pour effet le retard allégué, ne fût pas fondée en droit ou fût même arbitraire, la non-approbation des plans dans le délai prévu — qu'elle fût à considérer, selon la thèse du Gouvernement britannique, comme un motif pour alléguer que les dispositions du contrat, dûment entré en vigueur, avaient été violées, ou, d'après l'allégation du Gouvernement hellénique, comme un motif pour soutenir que le contrat avait cessé de produire ses effets — ne constituerait, en tout cas, pas un exercice des pleins pouvoirs pour décider quant au *public control*.

Ceci établi, la Cour doit encore rechercher si des concessions octroyées dans l'exercice de ces pleins pouvoirs — et, en l'espèce, il ne pourrait s'agir que des concessions Rutenberg — ont constitué un obstacle légal à l'approbation des plans en temps voulu. Si tel avait été le cas, la violation des droits de M. Mavrommatis aurait consisté dans l'existence même de ces concessions, et, bien que le retard n'eût fait que rendre manifeste la violation, la compétence de la Cour aurait néanmoins pu exister. Cependant, le Gouvernement hellénique ne fonde pas ses conclusions sur l'allégation qu'il y aurait contradiction entre les concessions Mavrommatis et les concessions Rutenberg.

En effet, ce que — en ce qui concerne ces dernières concessions — le Gouvernement hellénique reproche en réalité au

criteria adopted in Judgment No. 2 and retained in the present judgment, constitutes an exercise of the full powers referred to, because the powers reserved all fall within the category of administrative powers in respect of private undertakings to which public services are conceded, and they therefore do not suffice to give the concessions in question the character of an exercise of the full power to provide for "public control", within the meaning attributed to that expression by the Court in Judgment No. 2. It is impossible, therefore, for any violations of the Protocol of Lausanne which may have been committed in the course of the readaptation and by the grant of the new concessions, to be brought within the Court's jurisdiction, as defined by Article 26, on the ground of the exercise of the full power mentioned in Article 11.

Assuming that the attitude of the British and Palestine authorities, which is said to have resulted in the alleged delay, were not legally justifiable, or even were of an entirely arbitrary character, the non-approval of the plans within the time laid down—whether it should be regarded, as argued by the British Government, as a ground for the contention that the terms of the contract, having duly come into effect, have been infringed, or, as argued by the Greek Government, as a ground for maintaining that the contract had ceased to be effective—would not in any case constitute an exercise of the full power to provide for "public control".

Being satisfied as to this point, the Court must still ascertain whether any concessions granted in the exercise of the said full power—and, in the present case, the only concessions which enter into question are those of Mr. Rutenberg—constituted a legal obstacle to the approval of the plans within the required time. If that had been the case, M. Mavrommatis' rights would have been violated by the mere fact of the existence of these concessions, and, although the delay would merely have made manifest the violation, the Court might nevertheless have had jurisdiction. But the Greek Government does not base its conclusions on an alleged incompatibility between the Mavrommatis and Rutenberg concessions.

What the Greek Government really reproaches the British Government with, in respect of the latter concessions, is that the

Gouvernement britannique, c'est que les autorités palestiniennes et britanniques auraient profité de l'opposition faite par M. Rutenberg à l'usage, par M. Mavrommatis, des eaux d'El-Audja en vue de sa concession eau — et cela, afin de retarder l'approbation des plans pour ladite concession eau —, et qu'elles n'auraient pas, pour vaincre rapidement cette opposition de M. Rutenberg — opposition que le Gouvernement britannique déclare maintenant mal fondée —, prorogé l'octroi définitif à M. Rutenberg de la concession qui lui était promise par le contrat du 21 septembre 1921 en vue de l'exploitation des forces hydrauliques du Jourdain et du Yarmouk. Cet octroi définitif, qui eut lieu le 5 mars 1926, peut être considéré comme un acte entrepris en vertu des pleins pouvoirs visés par l'article 11. Si l'on avait allégué que la concession ainsi octroyée portait, au moins en partie, sur les mêmes objets que les concessions de M. Mavrommatis et violait les droits de celui-ci, la Cour se serait trouvée, à cet égard, devant une situation analogue à celle qu'elle eut à envisager dans son Arrêt n° 2.

Mais, dans le présent cas, la situation est essentiellement différente. Tout ce qu'on reproche aux autorités britanniques et palestiniennes, c'est de n'avoir pas refusé cet octroi avant que M. Rutenberg eût renoncé à sa prétention d'exclure M. Mavrommatis de l'usage d'El-Audja. La réserve apportée par l'article 11, par rapport aux engagements internationaux, peut — selon le contexte — n'avoir d'autre but que d'éviter que les droits, acquis par des particuliers et protégés par le Protocole de Lausanne, soient méconnus afin de rendre possible ou de faciliter l'acquisition ou l'exercice de la propriété ou du contrôle public ; mais on ne saurait prétendre que cette réserve puisse imposer au Mandataire l'obligation de se prévaloir de négociations en cours avec le titulaire d'une concession devant être octroyée en vertu de ces pleins pouvoirs, afin d'exercer sur celui-ci une pression en faveur d'un autre concessionnaire qui serait protégé par le Protocole de Lausanne.

En effet, le Gouvernement hellénique ne reproche pas au Gouvernement britannique d'avoir violé par des actes positifs, entrepris en vertu de l'article 11, les droits de M. Mavrommatis ; il s'agirait plutôt d'une attitude passive et négative qui constituerait l'«hostilité» mentionnée dans la deuxième conclusion du Mémoire hellénique comme la cause du préjudice injuste qu'elle allègue.

British and Palestine authorities profited, in its contention, by Mr. Rutenberg's opposition to M. Mavrommatis' utilizing the waters of the El-Audja for his water concession, in order to delay the approval of the plans for that water concession, and that they did not, according to the Greek Government, in order speedily to overcome Mr. Rutenberg's opposition—which the British Government now declares to be unjustified—postpone the final grant to Mr. Rutenberg of the concession promised to him by the contract of September 21st, 1921, for the exploitation of the hydraulic power of the Jordan and Yarmouk. This final grant which took place on March 5th, 1926, may be regarded as an act performed in the exercise of the full power referred to in Article 11. If it had been argued that the concession thus granted overlapped, at least partially, M. Mavrommatis' concessions and infringed the latter's rights, the Court would, in this respect, have been confronted with a situation resembling that with which it had to deal in its Judgment No. 2.

But in the present case, the situation is essentially different. All that the British and Palestine authorities are reproached with is that they did not refuse to grant this concession until Mr. Rutenberg had abandoned his claim to exclude M. Mavrommatis from utilizing the El-Audja. The reservation made by Article 11 in regard to international obligations may—according to the context—only be intended to prevent rights, acquired by private persons and protected by the Protocol of Lausanne, from being disregarded in order to render possible or easy the acquisition or exercise of public ownership or of public control; but it cannot be maintained that this reservation obliges the Mandatory to take advantage of negotiations in progress with the holder of a concession to be granted in the exercise of this full power, in order to bring pressure to bear upon him in favour of another concessionnaire, who claims to be protected by the Protocol of Lausanne.

In point of fact, the Greek Government does not accuse the British Government of having violated M. Mavrommatis' rights by definite action taken under Article 11; it is rather a question of a passive and negative attitude, which is said to constitute the "hostility" referred to in the second submission of the Greek Case as the cause of the unjust injury which, in the Greek Government's contention, has been inflicted.

De l'avis de la Cour, même à supposer que les pleins pouvoirs visés par l'article 11 puissent s'exercer également par des actes destinés à écarter la propriété et le contrôle privés, réservant ainsi la possibilité de l'acquisition de la propriété et du contrôle publics, il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette hypothèse, étant donné que, même *prima facie*, les allégations faites par le Gouvernement hellénique ne semblent pouvoir établir l'existence d'actes de cette nature. Or, en réalité, l'allégation d'une « hostilité » qui aurait été manifestée à l'égard de M. Mavrommatis, telle qu'elle a été faite devant la Cour, se réduit, en somme, à l'allégation d'un motif ayant provoqué la prétendue violation des contrats de 1926 ou la prétendue omission de mettre à exécution ces contrats.

La Cour arrive donc à la conclusion que l'argument invoqué par le Gouvernement britannique en faveur de son exception d'incompétence et qui vient d'être examiné, est bien fondé.

* * *

Dès lors, la Cour n'a pas besoin de s'occuper du troisième argument développé par le Gouvernement britannique, savoir que les obligations internationales auxquelles se réfère l'article 11 du Mandat et qui sont celles qui découlent du Protocole de Lausanne, ne concernent pas les concessions Mavrommatis de 1926. En effet, comme la Cour l'a expressément constaté dans ses Arrêts n°s 2 et 5, ledit Protocole ne peut être appliqué par elle sur requête unilatérale que dans la mesure où l'exige l'article 11 du Mandat. Aussi est-ce en vertu de l'accord des Parties que la Cour s'est occupé, dans son Arrêt n° 5, de la question de savoir si les concessions Mavrommatis de 1914 tombaient sous le coup de l'article 4 au lieu de l'article 6 du Protocole. L'article 11 du Mandat étant, dans la présente affaire, hors de cause, la question de l'applicabilité du Protocole de Lausanne reste entièrement en dehors de la compétence invoquée par la requête du Gouvernement hellénique : ce n'est qu'en vertu d'un accord ultérieur que la Cour pourrait porter son examen sur l'existence ou l'inexistence d'une violation dudit Protocole, découlant des faits allégués dans la Requête du 28 mai 1927.

In the Court's opinion—even admitting that the exercise of the full power mentioned in Article 11 may also take the form of action designed to set aside private ownership and control, thus making possible the acquisition of public ownership and control—, there is no need to consider this hypothesis, seeing that, even *prima facie*, the contentions of the Greek Government do not seem capable of establishing the existence of acts of this nature. In actual fact, however, the assertion that "hostility" has been displayed towards M. Mavrommatis, as made before the Court, simply amounts to the suggestion of a reason for the alleged violation of the 1926 contracts or the alleged failure to carry out those contracts.

The Court therefore arrives at the conclusion that that argument put forward by the British Government in support of its objection to the Court's jurisdiction which has just been examined, is well founded.

* * *

Accordingly, the Court need not concern itself with the third argument set out by the British Government to the effect that the international obligations which are referred to by Article 11 of the Mandate and which are those arising under the Protocol of Lausanne, have nothing to do with the Mavrommatis concessions of 1926. Indeed, as the Court has expressly stated in Judgments Nos. 2 and 5, that Protocol can only be applied by it upon a unilateral application in so far as is required by Article 11 of the Mandate. It was accordingly in virtue of the agreement between the Parties that the Court, in Judgment No. 5, dealt with the question whether the Mavrommatis concessions of 1914 fell to be dealt with under Article 4 instead of under Article 6 of the Protocol. As Article 11 of the Mandate has no bearing upon the present case, the question of applicability of the Protocol of Lausanne is entirely outside the ground for jurisdiction invoked by the Greek Government's Application: only in virtue of a subsequent agreement could the Court consider the question whether there has or has not been a breach of that Protocol arising out of the facts cited in the Application of May 28th, 1927.

Dans ces conditions, la Cour n'a pas non plus besoin d'examiner les points de droit interne relatifs aux clauses des contrats de concession de 1926 amplement discutés par les Parties ; car ces points ne pourraient avoir d'importance pour la question dont la Cour est actuellement saisie que dans le cas où elle devrait rechercher quelles sont les relations entre les contrats et le Protocole de Lausanne.

* * *

De même, il n'y a pas lieu pour la Cour de s'occuper de l'effet qu'il conviendrait d'attribuer en droit à l'exception soulevée à titre subsidiaire par le Gouvernement britannique. Elle se borne à prendre acte des déclarations faites à l'audience par le représentant de ce Gouvernement et d'après lesquelles la voie judiciaire est ouverte à M. Mavrommatis pour obtenir la réparation du dommage qu'il prétend avoir souffert de par l'inaccomplissement des obligations que le Haut-Commissaire pour la Palestine avait assumées envers lui à la suite des contrats du 25 février 1926.

PAR CES MOTIFS,

La Cour,

jugeant contradictoirement,

décide, par sept voix contre quatre :

d'admettre l'exception préliminaire présentée par le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne contestant la compétence de la Cour de connaître de la requête introduite par le Gouvernement hellénique le 28 mai 1927 contre ledit Gouvernement en sa qualité de Mandataire pour la Palestine.

Le présent arrêt ayant été rédigé en français et en anglais, c'est le texte français qui fait foi.

Fait et jugé au Palais de la Paix, à La Haye, ce dix octobre mil neuf cent vingt-sept, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres

In these circumstances, the Court is also not called upon to consider certain points of municipal law bearing upon the provisions of the concessionary contracts of 1926, although these points were discussed at length by the Parties; for they would only be of importance in connection with the present question if the Court had to ascertain what is the relationship between the contracts and the Protocol of Lausanne.

* * *

Similarly, the Court need not consider the legal effect of the alternative ground for the objection taken by the British Government. It will confine itself to recording the statements made at the hearing by the representative of that Government, to the effect that it is open to M. Mavrommatis to obtain reparation by process of law for the damage which he claims to have suffered as a result of the non-fulfilment of the obligations towards him which the High Commissioner for Palestine had accepted under the contracts of February 25th, 1926.

FOR THESE REASONS,

The Court,

having heard both Parties,

by seven votes to four,

upholds the Preliminary Objection taken by His Britannic Majesty's Government in Great Britain denying the Court's jurisdiction to entertain the Application filed by the Greek Government on May 28th, 1927, against the aforesaid Government in its capacity as Mandatory for Palestine.

Done in French and English, the French text being authoritative.

At the Peace Palace, The Hague, this tenth day of October one thousand nine hundred and twenty-seven, in three copies, one of which is to be placed in the archives of

seront transmis aux agents des Gouvernements de Sa Majesté britannique et de la République hellénique respectivement.

Le Président :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

M. le juge Pessôa, qui a siégé dès le commencement de la session, a pris part aux délibérations relatives à la présente affaire, mais a dû quitter La Haye avant la rédaction finale ; il a déclaré ne pouvoir se rallier aux conclusions de cet arrêt, son avis étant favorable à la compétence de la Cour.

MM. Nyholm et Altamira, juges, et M. Caloyanni, juge national, déclarant ne pouvoir se rallier à l'arrêt rendu par la Cour et se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, ont joint audit arrêt les exposés suivants de leur opinion individuelle.

(Paraphé) M. H.

(Paraphé) Å. H.

the Court and the others to be forwarded to the Agents of the Governments of His Britannic Majesty and of the Greek Republic respectively.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

M. Pessôa, Judge, who had sat from the commencement of the session, took part in the discussions relating to the present suit, but was obliged to leave The Hague before the final draft was accepted; he declared he was unable to agree to the conclusions of the judgment, the Court having, in his opinion, jurisdiction.

MM. Nyholm and Altamira, Judges, and M. Caloyanni, National Judge, declaring that they are unable to concur in the judgment delivered by the Court and availing themselves of the right conferred on them by Article 57 of the Statute, have delivered the separate opinions which follow hereafter.

(Initialled) M. H.

(Initialled) Å. H.